L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 22 JUIN 1873. 42me Année.

DUPUOY & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
DIMANCHE MATIN, 22 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN, LUNDI.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale — Un terrain dans le Deuxième District, dans l'îlot borné par les rues St Philippe, Ursulines, Rochelaise et Tonti.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 28 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et lingerie.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, en face de la rue Lafayette—Farine et farine de maïs.

ATTENTION.

Sucre. Sucre.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy D&Mar.

Farine et Farine de maïs—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

Les Préjugés et le Droit.

La ville de New-York vient d'être jetée dans un grand émoi à la simple supposition que l'on avait le projet d'introduire vingt-cinq hommes de couleur dans le corps de police. Il a été immédiatement déclaré qu'il s'agissait simplement de nommer ces vingt-cinq hommes de couleur balayeurs des rues et les habitants de la cité impériale ont respiré, en se félicitant d'avoir échappé à un aussi grand malheur que celui de l'emploi de vingt-cinq hommes de couleur dans leur police. Si, dans une ville, où l'esclavage a été aboli, volontairement, il y a plus d'un demi-siècle et qui est la métropole du Nord, section où les idées d'abolitionisme, de suffrage universel, d'égalité parfaite se sont développées avec tant de succès qu'elles ont fini par passer dans le droit constitutionnel de la nation, les préjugés contre la race noire sont restés si puissants, doit-on s'étonner qu'ils subsistent encore dans la section où l'esclavage n'a été aboli que depuis moins de dix ans par la force et non du gré des habitants! Les préjugés qui sont la conséquence d'un état de choses qui a été légal pendant des siècles, ne peuvent, on le comprend, disparaître du jour au lendemain.

Nous en avons un exemple frappant dans l'histoire. En 1789, les représentants de la noblesse de France déclarèrent, solennellement, sacrifier sur l'autel de la patrie, leurs titres de noblesse. Ce sacrifice volontaire, les terribles essais de nivellement de la Terreur et les révolutions successives qui ont éclaté, à époques presque périodiques, dans ce pays, n'ont pas suffi pour faire disparaître les préjugés basés sur la naissance. Il reste encore toute une classe nombreuse de familles qui se croit d'une essence supérieure au reste de la nation, et rien n'indique que ces préjugés, entretenus par la tradition, doivent disparaître prochainement.

Ne nous étonnons donc pas si les préjugés que la race blanche au Sud nourrit à l'égard des gens de couleur, ne peuvent être subitement effacés. Si la nation qui paraît la plus exempte des préjugés de race et de couleur, venait à se trouver, subitement, enrichie d'une population noire égale en nombre à sa population blanche, nous croyons fermement que les habitudes et le langage changeraient instantanément et que les préjugés qu'on y condamne si facilement aujourd'hui sous une absurdes, surgiraient, armés de toute pièce, de la situation nouvelle et seraient bien plus puissants qu'ils ne le sont ici.

Si, en effet, il y a quelque chose de remarquable dans les transformations que les événements ont produites au Sud, c'est, assurément, la facilité, avec laquelle les anciens esclavagistes comme on les appelait, ont accepté les changements radicaux opérés dans leurs institutions. Nous ne parlons pas de la soumission obligée à ce qui était imposé par la force, mais de l'acceptation, après coup, sous l'empire du raisonnement, de principes tout-à-fait nouveaux, diamétralement opposés aux idées antérieures des hommes du Sud, et contre l'établissement desquels ils ont renoncé à lutter et à protester.

Ainsi, aujourd'hui, nul ne songe à contester aux hommes de couleur l'exercice de tous les droits civils et politiques que leur ont conférés les amendements à la Constitution des Etats-Unis. C'est là un pas immense fait en quelques années, et que semblent oublier les impatients qui se montrent si exigeants. Que reste-t-il donc à débattre et où est le désaccord entre les deux races? Ce n'est pas, nous le démontrerons tout à l'heure, une question de droits, c'est une question d'habitudes résultant des préjugés encore subsistant.

La race noire est tenue à l'écart par la race blanche non pas dans toutes les relations d'affaires, car il y a, au contraire, échange incessant de services et de produits entre elles, mais dans certaines relations qui touchent aux habitudes de la vie privée. Les gens de couleur ne sont pas admis sur un pied d'égalité avec les blancs, dans les théâtres et autres lieux d'amusements, dans les hôtels, dans les restaurants et dans tous les établissements de rafraîchissements.

Là est le grand grief, non de la masse des affranchis qui se soucient fort peu de tout cela, mais de quelques-uns d'entr'eux que la politique a élevés au-dessus du rang qu'ils occupaient avant et de la plupart des hommes de couleur nés libres. A ce grief s'en ajoute un autre, celui de la distinction des races dans les écoles publiques, mais c'est là un sujet tout spécial que nous avons déjà traité souvent et sur lequel nous ne reviendrons pas aujourd'hui.

La race blanche refuse donc de se trouver mêlée à la race de couleur, quand elle voyage, quand elle boit, quand elle mange, quand elle s'amuse. Ce refus vient du préjugé et c'est ce préjugé contre lequel les gens de couleur ont dirigé des attaques incessantes depuis qu'ils sont les maîtres de la situation: c'est ce préjugé qu'on propose, aujourd'hui, d'enterrer définitivement en vertu d'une convention amiable.

Il y aurait beaucoup à dire sur le préjugé en lui-même, car les arguments abondent dans un sens comme dans l'autre, mais nous tenons à rester fidèles à la position que nous avons prise.

Nous admettons donc que la distinction dont il s'agit, résulte d'un préjugé, que ce préjugé doit disparaître dans un temps donné, et que, cela étant, il est désirable que ce temps soit aussi court que possible. Nous ne pouvons donc qu'applaudir au sentiment patriotique qui a poussé les honorables citoyens blancs du comité à faire, pour ce qui les concernait, le sacrifice du préjugé. Nous trouvons également très naturel et très logique qu'ils recommandent à leurs concitoyens de suivre leur exemple, et nous n'avons aucune objection à ce que cet exemple soit suivi. Si le comité eût limité son action à des recommandations, ses résolutions eussent été, sans aucun doute, acceptées avec plus de faveur qu'elles ne l'ont été, et nos objections se seraient bornées au caractère unilatéral du pacte. Mais il n'en a pas été ainsi.

Les résolutions contiennent ce qui suit:

Quatrièmement.—Que nous prétendrons et maintiendrons *le droit* de tout citoyen de la Louisiane et des Etats-Unis à fréquenter, à son gré, tous les lieux fréquentés par le public à voyager, à son gré, sur tous les transports publics, sur un pied d'égalité parfaite avec tous les autres citoyens. Nous nous engageons, dans la mesure de notre influence, de nos conseils et de notre exemple, à en faire un droit positif, pratique, et, ...fin qu'il n'y ait pas de malentendu quant à notre opinion sur ce point, etc.

Or, nous reconnaissons aux gens de couleur l'exercice de tous les *droits civils* et *politiques*, mais nous n'en reconnaissons pas d'autres.

Les droits politiques consistent à être électeur et éligible, à faire partie du juri, de la milice, à s'assembler paisiblement et à exprimer son opinion, librement, de vive voix ou par écrit.

Les droits civils consistent à pouvoir posséder, hériter, tester, se marier, être tuteur, ester en justice, contracter. Mais nous ne comprenons pas dans l'énumération des droits civils le pouvoir de contracter avec un individu qui s'y refuse, car, ce serait donner un privilége à l'un au détriment de la liberté de l'autre. Le service personnelle a été aboli, et nous ne voulons pas qu'elle soit rétablie au profit de la race affranchie, ce à quoi tend le prétendu droit reconnu par les résolutions.

L'industrie est libre et chacun est libre d'administrer ses affaires suivant son intérêt et de disposer à sa guise de sa propriété, de ses marchandises et de se services personnels.

Le nègre de champ qui s'engage, au mois ou à l'année, est libre de choisir son patron, sans avoir à rendre compte à personne des raisons de son choix ou de son refus de traiter avec tel ou tel. Le marchand, le boutiquier, l'industriel, le cafetier, le restaurateur, le maître-d'hôtel, le directeur de théâtre doivent avoir, ont le même droit de choisir leurs clients et patrons. Il n'est pas un blanc qui ait le droit de leur imposer sa présence ou son patronage; pourquoi un homme de couleur aurait-il un privilége que les blancs n'ont pas?

L'adage "charbonnier est maître chez lui" est, loi, la vraie règle du droit. Si un restaurateur est obligé de servir les gens, blancs ou noirs, qu'il ne lui plaît pas de servir ou qu'il est contraire à ses intérêts de servir, alors il n'est libre ni *de sa personne, ni de sa propriété*.

On appelle certains établissements "endroits publics" (*places of public resort.*) Il y a là une confusion dont il ne faut pas abuser. Tout établissement de ce genre-là même que tout magasin, toute boutique, tout bureau d'affaires n'est ouvert aux chalands que dans la limite prescrite par le propriétaire, qui est le seul juge en pareille matière et qui n'a d'autre guide que son *intérêt*.

Ceci nous amène à un autre point de vue de la question. L'intérêt est le seul guide des industriels, venons-nous de dire, et l'expérience démontre que cet intérêt est souvent en raison inverse des prédilections naturelles de race. Nous avons vu, à la Nouvelle-Orléans, des barbiers de couleur refuser de recevoir des clients de couleur pour ne pas éloigner leur clientelle blanche. C'est le même motif qui fait agir les cafetiers, restaurateurs et autres industriels blancs qui refusent de recevoir des gens de couleur pour ne pas perdre leur clientelle. Il est donc souverainement injuste de punir ces industriels pour une mesure qui leur est imposée par les préjugés de la masse.

Tous les bills, dits des droits civils, sont attentoires aux deux droits primordiaux de tout homme libre, la liberté individuelle et le droit de propriété; ils sont, en cela, contraire à la Constitution des Etats-Unis et à ses amendements.

L'état de choses dont les gens de couleur se plaignent est le résultat des préjugés de la masse de la population blanche: or, ce n'est pas a coups de loi qu'on abat des préjugés.

Les résolutions ont en le tort de reconnaître comme un droit *légal, obligatoire pour tous*, la prétention des gens de couleur d'être reçus partout sur un pied d'égalité. Cette prétention est naturelle de leur part, nous le reconnaissons. Il est désirable, dans l'intérêt de l'alliance politique des deux races, alliance que nous n'avons cessé de recommander, que cette prétention soit accordée dans des limites raisonnables, mais cette concession ne peut résulter que de l'abandon *volontaire* par les blancs de leurs préjugés. C'est une bonne politique, de la part des citoyens éminents de la communauté de faire toutes les recommendations possibles à ce sujet: ce serait sage, de la part de la masse de la population, de se conformer, aussi rapidement et aussi généralement que possible, à ces recommendations. Mais il ne faut pas songer à imposer comme un droit ce qui n'en est pas un et ce qui ne peut être que le résultat d'une concession volontaire, et il faut s'attendre à des objections et à de nombreuses exceptions et compter sur la raison, l'exemple et surtout sur le temps, pour universaliser l'œuvre d'unification dont quelques citoyens ont eu la louable initiative.

LE VERDICT DU JURI

DANS L'AFFAIRE DU "PICAYUNE."

$19,000 de dommages et intérêts accordés à Jacob Hawkins.

Nous nous sommes élevés bien des fois contre la manière dont les listes du juri étaient composées, sur la facilité avec laquelle les citoyens intelligents et respectables évadent le service du juri. Il paraît qu'il n'y a encore eu aucune réforme à cet égard.

Nous avons vu, depuis quelques années, bien des verdicts scandaleux d'acquittement. On en est arrivé à ce point que la croyance populaire est que les verdicts du juri peuvent s'acheter comme une marchandise.

Mais il nous était réservé de voir quelque chose de plus fort encore que ce que nous avons vu jusqu'ici en matière de verdict.

Cette fois, il ne s'agit pas d'un criminel vulgaire, d'un voleur de profession qu'un juri complaisant ou vénal rend à la société, dont il est la terreur pour qu'il y exerce, de nouveau, librement, son industrie nocturne. Non, il s'agit de la dernière liberté qui ait été laissée à ce peuple opprimé, la liberté de la presse. Elle vient d'être frappée par le verdict d'un juri, verdict qui sera, sans doute, le prélude d'une série d'attaques dirigées contre tout journal indépendant. Voici le fait.

Le juri qui siégeait, à la Quatrième Cour de District, pour décider sur la demande en cent mille piastres de dommages et intérêts, dirigée par Jacob Hawkins contre les directeurs et la compagnie du *Picayune*, a reposséd la demande en ce qui concernait les directeurs personnellement, mais il a rendu un verdict contre la compagnie du *Picayune* pour DIX-HUIT MILLE PIASTRES!

D'après les informations reçues par notre confrère, il paraît que certains jurés voulaient accorder soixante-quinze mille piastres! Les jurés étaient menacés de rester enfermés très longtemps s'ils ne s'accordaient pas. C'est pour éviter la torture physique d'une pareille claustration avec une chaleur torride, que quelques-uns des jurés ont cédé à la pression de la majorité.

Les informations reçues par le *Picayune* vont plus loin; elles donnent à entendre que plusieurs des jurés ont été achetés. Il suffit qu'un pareil fait soit énoncé pour qu'une enquête sérieuse soit ordonnée.

Quoiqu'il en soit, nous considérons un pareil verdict comme un nouveau scandale judiciaire, comme attentatoire à la liberté de la presse garantie par la Constitution, et nous croyons que cette décision sera accueillie dans le public avec une véritable stupeur.

Nous reviendrons sur ce sujet et sur la responsabilité qui reviendra à chacun dans ce procès.

Carondelet Spa—Eaux minérales.

☞ Allez voir les panamas au Rob't E Lee, coin Royale et St-Louis.

—Lampes d'une piastre vendues à 50 cents, No 62, Camp, et 15, Dauphine.

1000 cartons de rubans provenant des encans de New York seront vendus à un grand rabais, chez C. Jaubert & Co., 20 Chartres.

☞ L'immense et toujours croissante demande des machines à coudre de la compagnie Grover et Baker, est une des choses les plus extraordinaires du monde. Des machines sont devenues les favorites du Sud. Bureau de vente 107, rue du Canal.

Chapeaux de paille d'enfants, pour rien au Rob't E. Lee, coin Royale et St-Louis

—A l'Exposition des chiens.
Un monsieur et une dame. Le monsieur à la dame:
—Celui-ci, ma chère, c'est un caniche... on dit qu'ils savent tous jouer aux dominos.
La dame avec conviction:
—Oui, mais on dit qu'ils trichent.

ERRATUM.—Une méprise typographique nous a fait dire dans notre article d'hier sur l'*Assessement* que certaine maison, adjugée à l'encan pour $4,500, était assessée $1,000 quand il s'agit d'un assessement onze fois supérieur. Nous rétablissons donc le chiffre de $11,000, rectification nécessaire pour l'intelligence de l'argument.

TAXES DE DÉSSÉCHEMENT.—Nous avons reçu, à propos de cette taxe une note qui contient des chiffres réellement monstrueux et que nous dénonçames par anticipation à l'époque où la loi, qui constitue cette taxe, fut votée. Nous espérerons le vice de cette législation dans notre prochain numéro, la place nous manquant pour le faire aujourd'hui.

—François Ubassy est arrivé à New-York lundi dernier et a été reçu de la manière la plus cordiale par les principaux joueurs de billard de cette métropole.

Le grand concours organisé par M. Collender, doit commencer demain et Cyrille Dion et John Deery ont été désignés pour la première séance; ils seront suivis par Maurice Daly et Ubassy. On croit généralement qu'Ubassy remportera la coupe qui représente le prix d'honneur, le prix de $1,000 pour la plus forte moyenne et le médaillon en diamants pour la plus grande série.

Mardi dernier, M. Charles Lacoume a proposé, au nom d'Ubassy, à Joseph Dion, une partie en 500 points, avec un enjeu de $1,000 pour Ubassy, contre $000 pour Dion; mais ce dernier n'a pas consenti à joner. Il demandait un avantage de 100 points sur 500.

John Bessunger, l'adversaire d'Ubassy à Chicago, joueur redoutable qui a fait une moyenne battant celles de tous les joueurs américains, et un tout jeune homme, car il n'est âgé que de vingt-deux ans, a fait les plus grands efforts pour pouvoir prendre part au concours en question. Sa demande a été rejetée parce qu'elle n'avait pas été faite à temps. Ses amis prétendent que New-York a eu peur de Chicago.

Eau de Vichy Lithyne, 139 rue du Canal

1000 cartons de rubans assortis provenant des encans de New York, chez C. Jaubert & Co., 20 Chartres. Occasion sans pareille.

—Achetez vos baignoires et bassins à la Compagnie d'Huile Septoline, 62, Camp et 15, Dauphine.

LE MEETING DE RÉCONCILIATION ET L'ARCHEVÊQUE.—Nous lisons dans le *Propagateur Catholique*:

Nous sommes autorisé à publier la lettre suivante, adressée à un de nos amis par Mgr l'Archevêque, à l'occasion du *meeting* de réconciliation qui a eu lieu lundi dernier.

Nouvelle-Orléans, 17 juin 1873.

Mon cher Monsieur,

Au milieu des travaux qui m'accablent, je ne puis répondre que brièvement aux questions que vous me faites au sujet du *meeting* de réconciliation qui a eu lieu hier, et que je n'ai connu que par les rapports des journaux. J'ai toujours pensé qu'une union franche et cordiale des deux races qui composent notre population, était une condition essentielle de salut pour la Louisiane; que c'était le seul moyen de nous débarrasser des aventuriers qui profitent de nos divisions pour venir s'engraisser de nos dépouilles, et qui, si on les laisse faire plus longtemps, achèveront de ruiner notre pauvre et chère Louisiane.

J'ai donc vu avec bonheur ce *meeting* de réconciliation, que je regarde comme le couronnement d'un acte qui s'est fait pour nous. Les noms honorables que j'y ai vus des deux côtés et surtout le nom respecté du président, le général Beauregard, qui est synonime d'honneur et de loyauté, sont des garanties que de part et d'autre la réconciliation est sincère. J'ai la confiance que les catholiques, qui, par principes et par conviction, se sont toujours montrés dévoués au pays, travailleront à hâter les effets de ce rapprochement qui n'avait été retardé que par de fâcheux malentendus.

Croyez-moi bien, mon cher Monsieur, votre tout dévoué en J.-C.

† N. J. PERCHE,
Archevêque de la Nouvelle-Orléans.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le jury chargé de juger le procès en diffamation intenté aux directeurs du *Picayune* par Jacob Hawkins, après avoir été enfermé deux jours et une nuit, a rendu hier son verdict condamnant MM. D. Warren Brickell, Edward H. Summers, Jesse K. Bell, W. C. Raymond, W. C. Black, H. R. Forman, Charles J. Leeds, Archibald Mitchell, J. C. Morris, A. Meyer, et J. D. Hill, membres du conseil de direction du *Picayune*, à payer, *in solido*, au pseudo-juge Hawkins, de la Cour dite Supérieure, $18,000 de dommages et intérêts.

Ce verdict a surpris tous les honnêtes citoyens.

Voici les noms des jurés: Charles Heard, couleur, J. F. Haworth, blanc, R. D'Aquin, blanc, U. S. Stanton, couleur, R. E. Forrest, couleur, Christian Blazios, couleur, E. Blakemore, couleur, A. Smith, blanc, Michael Hall, blanc, Anderson Warren, couleur, Jacob Levy, blanc, Theodule Garez, couleur.

On se souvient que M. Forman, avocat de la défense, avait protesté contre le choix du juri, et que le pseudo-juge Lynch l'avait réduit au silence.

Le juri chargé de juger l'incendiaire Jacob, à Carrollton, dans la paroisse Jefferson, a rendu un verdict de culpabilité, tout en faisant grâce au condamné de la peine de mort.

Le juge Durell, le "*vice-régent*" de Dieu, a pris un congé vendredi dernier et a ajourné la Cour de District des Etats-Unis au premier octobre prochain, et la Cour de Circuit au troisième lundi de novembre.

Le juge Durell a besoin de se reposer sur ses lauriers, après ses rudes travaux de l'hiver.

Il se propose donc de faire un petit voyage d'agrément au Nord. Qu'il parte bien vite et qu'il revienne le plus tard possible. Personne ne le regrettera!

Enfin! la rue Royale va avoir son chemin de fer. Mieux vaut tard que jamais! La compagnie St. Charles qui a obtenu la concession d'une ligne qui doit relier la rue du Canal avec le Troisième District en passant par les rues Royale et Bourbon, a réussi à triompher des obstacles qui lui avaient été suscités et à obtenir un ordre d'une cour qui l'autorise à commencer les travaux. En conséquence, samedi soir, à trois heures, elle a mis une compagnie de cent à deux cents ouvriers à l'ouvrage dans la rue Royale, à partir de la rue du Canal, et, au bout de quelques heures la rue était déjà dépavée sur une distance de deux îlots, entre Canal et Bienville. Les travaux doivent continuer nuit et jour, jusqu'à lundi, dans le but d'éviter, s'il est possible, une nouvelle injonction de la part des opposants. Nous dirons dans un prochain numéro ce que nous pensons du chemin de fer et de l'opposition. Rappelons seulement que, partout, l'expérience a prouvé que les chemins de fer étaient avantageux même pour ceux qui les avaient le plus combattu.

Le coroner Grayer a tenu une enquête hier matin au sujet des deux enfants qui ont été trouvés dans une malle abandonnée par une femme du nom de Mary Moore, dans la maison située au coin des rues Royale et Pologne. Tous les témoins ont déclaré que Mary Moore habitait cette maison il y a deux mois et que la malle lui appartenait.

Madame Virginia Kingston, demeurant au No 426 de la rue Melpomène, a dit qu'elle connaissait madame Moore depuis longtemps et, qu'il y a deux ans, il lui a semblé qu'elle était enceinte, quoiqu'elle n'accusée ent né le fait énergiquement.

Elle habitait alors une maison où elle louait des chambres garnies, et quelques mois après, elle a entendu dire qu'on avait trouvé le corps d'un enfant dans la maison et qu'on accusait Mme Moore d'avoir tué l'enfant qu'elle avait voulu faire disparaître une quinzaine après sa mort.

Elle reconnut, sauvent, un homme du nom de Tirgal Smith, qui venait longtemps ensemble avec elle, dans la chambre.

Madame Sinon Le Blanc a déclaré qu'elle connaissait Madame Moore, mais qu'elle ne l'avait pas vue depuis plus de deux ans. Elle avait cessé ses visites, en apprenant que madame Moore ne jouissait pas d'une très bonne réputation.

M. George Hexter a déclaré que la maison située à l'angle des rues Royale et Pologne lui appartenait et qu'il l'avait louée le 3 avril dernier à Madame Moore, à la recommandation d'une femme de couleur nommée Mary Moore. Madame Moore y a demeuré pendant dix mois.

Le témoin s'est rendu, mardi dernier, le 17 de ce mois, à cette maison, avec M. John F. Miller, dans le but de faire l'inventaire des objets qui y avaient été laissés.

Ils ont trouvé une malle, et dans cette malle deux squelettes d'enfant, enveloppés dans un manteau et dans un pantalon.

La continuation de l'enquête a été renvoyée à demain, lundi.

Un feu, allumé évidemment par un incendiaire, a été découvert, hier matin, vers une heure, dans une maison inhabitée, située rue Marengo, entre les rues St-Claude et Roman, appartenant à M. Fabian.

Deux officiers de police, avertis à temps, ont réussi à l'éteindre, mais pas avant que la cuisine, qui fait partie de la maison, ait été considérablement endommagée.

La maison est assurée à la compagnie des Marchands et les dommages sont évalués à $300.

Un second incendie a éclaté, vers deux heures et demie, hier matin, dans la cuisine de la maison en briques, située au No 120 de la rue Poydras, habitée par Peter Monselle.

Le propriétaire, averti par la fumée que quelque chose d'insolite se passait chez lui, s'est réveillé et s'est hâté de donner l'alarme. Plusieurs officiers de police sont accourus au bruit, et avec quelques voisins ils ont réussi à éteindre le feu.

Les dommages ne se montent pas à plus de $100.

Nous sommes prié d'assister à l'examen des élèves de la Société d'Education Hébraïque, qui aura lieu lundi, mardi et mercredi, le 23, le 24 et le 25 de ce mois.

La distribution des prix et les exercices de fin d'année auront lieu samedi, le 28 courant, à la Salle du Lycée.

Nous prions M. Julius Weis, président du conseil de direction de la Société, de vouloir bien accepter nos remerciements.

Un fripon, qui a une prédilection marquée pour les poulets de grain, s'est introduit vendredi soir dans le poulailler de Mme Butland, à Algier, et a fait main basse sur ses volailles.

Le coquin a *emprunté* une douzaine de poulets à Mme Butland et s'est échappé, sans laisser sa carte.

Il y aura aujourd'hui, aux Fair Grounds, un grand festival donné par la Compagnie Pélican N° 4 du département de l'Incendie.

Les amusements seront très variés. Il y aura des courses, des parties de *base ball* et un tir aux pigeons.

Nous remercions les officiers de cette Compagnie d'élite pour les billets d'invitation qu'ils ont bien voulu nous envoyer.

Nous recevons des billets d'invitation pour une représentation théâtrale qui sera donnée aux Variétés vendredi soir, le 27 de ce mois, par des amateurs bien connus, appartenant aux principaux clubs. On jouera la tragédie d'Esther, traduite en anglais.

Le colonel A. B. Small, remplissant les fonctions de surintendant de la Compagnie *Southern Express*, depuis plusieurs années à la Nouvelle-Orléans, vient d'être transféré au Texas, et doit partir prochainement pour occuper son nouveau poste. Les employés de la Compagnie, désirant témoigner à la fois leur reconnaissance et leurs regrets à M. Small, dans ses relations commerciales avec eux, leur a toujours porté tant d'intérêt, et qui doit se séparer d'eux sous peu, lui ont donné une riche collation et lui ont fait présent d'une magnifique boîte d'argenterie, sur laquelle sont gravé ses initiales.

M. Wescott, servant d'interprète aux employés, après du digne surintendant, lui a présenté ce témoignage d'estime qu'il a accompagné de quelques paroles bien dites et bien senties.

M. Small a paru très sensible à une pareille attention, et dans ses remercirements, a été arrêté plusieurs fois par l'émotion. Il a terminé ses remarques en donnant l'assurance à ses employés, que toutes les fois qu'il portera les yeux sur ce souvenir, son cœur se dilatera de joie en pensant à son heureux séjour parmi eux.

MM. Melvin Cohen et Charles R. Bailey, accusés d'une tentative de meurtre sur la personne de William Pitt Kellogg, le gouverneur usurpateur de la Louisiane, comparaîtront, lundi matin, devant la cour de Jefferson.

L'accusation est si ridicule et si peu fondée, que nos messieurs d'autorité pas longtemps à attendre leur acquittement.

Dans une querelle survenue au lac, hier, vers six heures de l'après-midi, entre un jeune homme du nom de Louis Courajon et un autre homme nommé Ernest, le premier a reçu un coup de rasoir au cou.

Il a été conduit à l'Hôpital de Charité. Sa blessure est grave, mais non pas mortelle.

Ernest n'a pas été arrêté.

TEMPERATURE.—21 juin 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrades.
6 A. M.	80	27
12 M.	87	30
3 P. M.	92	34
6 P. M.	90	32

LA REPRISE DES AFFAIRES EN FRANCE.—Nous lisons dans la *Patrie*:

Il nous revient de plusieurs fabricants de Saint-Etienne, dit le *Stephanois*, qu'il y a dans les affaires une reprise très marquée, quoique les Etats-Unis aient fait antérieurement d'abondantes provisions.

On lit dans le *Mémorial de Lille*:

Depuis plusieurs jours nous avons eu l'occasion d'entretenir nos lecteurs du mouvement de reprise dans les affaires que nous signalent nos divers correspondants.

De Roubaix, de Tourcoing, de Rouen, de Lyon et de tous les grands centres industriels de France, on signale un mouvement très accentué dans toutes les branches commerciales.

La propriété elle-même, si délaissée depuis quelque temps, tend à reprendre aussi son cours normal et ce n'est pas sans valeur qu'elle avait avant la guerre; la confiance qu'inspirent aux hommes sérieux les événements qui se sont produits le 24 mai, se fait déjà sentir.

Plusieurs ventes d'immeubles se sont traitées à des prix qu'on n'avait pas osé espérer jusqu'à ce jour, et pour ne citer que un fait tout récent, nous signalerons une adjudication qui a eu lieu hier, 4 juin, à la barre du tribunal; une maison a été vendue, il y a trois semaines, par expropriation forcée, moyennant 21,000 fr. Une surenchère fut faite au dernier moment sur ce prix, et hier, à la suite d'une seconde mise en vente, la propriété était adjugée à 33,400 fr.

TRAVAUX MILITAIRES DE LA PRUSSE—On lit dans la *Patrie*:

Un de nos correspondants, généralement bien informé, nous apprend que les travaux militaires du Prusse sont poussés en ce moment avec la plus grande activité.

On a fait venir d'Italie plus de deux mille ouvriers qui, dès leur arrivée, ont été réunis aux ouvriers allemands, déjà fort nombreux; aussi les nouvelles fortifications de Metz et de Strasbourg pourront-elles être terminées dans un an au lieu de deux, comme on l'avait d'abord annoncé. Des sommes considérables sont employées à l'achèvement de ces redoutables défenses, qui, dit notre correspondant, pourront, avec cent cinquante mille hommes, braver un million de soldats.

En faudra-t-il réellement tant que cela!

Il n'est pas de prétexte qui puisse être invoqué par les personnes qui prient qui désirent se procurer, dont l'usage est si salutaire, puisque de puis plus deux mois déjà, on peut se procurer, à raison du prix modique de cinq cents le verre, chez MM. Aiets & Gandet, pharmaciens chimistes, à l'angle des rues Bourbon et Dauphine.

—Balançoires et fer blanterie vernissée à la médaille d'or, à vendre, à bon marché, 62, Camp, et 15, Dauphine.

☞ Incroyable! la bon marché du Rob't E. Lee. Chapeaux Panama et paille pour hommes et pour enfants.

ATTENTION:

Il y a économie à employer la POUDRE A LEVAIN de DUNHAM. Pour la pureté et la force, elle est sans égale. 1er juin—9D

☞ Essayez le YEAST POWDER de Dooley et vous serez ce qu'il y a de meilleur pour faire lever la pâtisserie; vous aurez aussi en plein le poids annoncé. Mc V D

SERVICE FUNÈBRE.

Une messe sera célébrée LUNDI prochain, 23 du courant, à 8 heures du matin, à l'église Ste-Marie (Archevêché), pour le repos de l'âme de JOSEPH CAPDECOME. Les parents et les amis de sa famille sont respectueusement invités à y assister.

M De la part de sa veuve.

L'EQUITABLE,
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE, DES ETATS-UNIS.
(The Equitable Life Insurance Society of the United States.)
Succursale, rue du Camp 33, Nlle-Orléans.

Assessements	$13,625,822 39.
Revenu annuel	3,625,624 25.
Excédent	$9,500,000 17.

Nouvelles affaires de 1872, $51,251,879, dépassant le chiffre de toutes les autres compagnies qui existaient dans le monde de $97,500,000.

A. P. CLEVELAND & SON
Agents généraux pour la Louisiane et le Sud Mississippi. mars—dmD

ENTREPOT DE TAPIS,
No 62, rue du Camp, entre Common et Gravier.
TAPIS—Moquette, Velours, Tapis unis et assortissants, Tapis Brussels, Tapis anglais et américains, Tapis Ingrain, Tapis de chambre, toiles et verres. MATTES—100 toujours. Nattes blanches, à carreaux et rayées. Paillassons. Stores, Couvertures de laine et de piazza. RIDEAUX en guipure et dentelle. Rideaux brocatelles, cordelières, etc. Tringles, barres, rosaces, &c. CRINS, Matelas, Coutil à matelas, Edredons, &c. 22juin—2f—FPDMoV A. BROUSSEAU.

Fourneau de cuisine, de Stewart

CE célèbre fourneau est, depuis trente ans, celui dont on se sert le plus pour cuire, rôtir et griller. On le trouve chez le propriétaire, qui vend également des pièces détachées pour tous les fourneaux.

E. KNOBLOCH,
Au No 38 de la rue du Canal
Stocks—14 Dim—1an

Scotch Italienne et Maxon Blanc.

COMO invitasi i membri della mia famiglia, ed il benevolente amici, ad intervenire questi oggi 22 corrente alle ore 4 pomeridiane alla mia residenza Esplanade GIOVANNI LORENZO.

Il carro funebre partirà dalla stessa casa mortuaria.

Bureaux du New Orleans City Railroad Company, No 126 de la rue du Canal—Nouvelle-Orléans, 21 juin 1873.—Le 11 du courant, à une réunion des directeurs de cette compagnie, un dividende de QUATRE PIASTRES par action a été déclaré payable aux actionnaires, à dater du 1er juillet 1873.

G. C. LEWIS,
Secrétaire.—11

CERTIFICO:—Que hasta el dia del presente Cmes, la cida Da. RICARDO ROBLES dependiente de mi almacen de ramos, ella en mi propia casa de Old Levee, Nº 15, en donde tiene su morada por mi propia y singular cuenta, y como tal el tiempo que ha sido mi dependiente, ha sido practicado en sus haberes y procedimientos, le he conocido la mejor para que en lo mas mínimo cometa operacion. Nueva-Orleans, 21 de junio de 1873.—R. G. NUÑEZ DE VILLAVICENCIO.—Es copia.

Avis aux Actionnaires.—Compagnie de Gaz de la Nouvelle-Orléans, 21 juin 1873.—A une réunion de l'Hôtel des Directeurs de cette Compagnie, qui a eu lieu le 17 du courant, un dividende de SIX PIASTRES par action a été déclaré et sera payable aux actionnaires inscrits sur les registres de transfert ouverts formés du 18 du courant au 1er juillet inclusivement.

22 juin—1t W. S. BISHOP, Trésorier.

HOME MUTUAL SAVING'S BANK.
Banque d'Epargnes.

JOSEPH RAYMOND.....Président.
GEO. W. BYRNE.....Caissier.

DIRECTEURS:
JOSEPH RAYMOND, PAUL SEYBERT,
L. W. PATTON, JOSEPH KELLER,
EUGENE DOHERTY, RICHARD MILLER,
J. O. MURPHY, C. V. LAURAN,
M. A. WILDOS, J. A. STAUDER,
E. TAYLOR.

Cette banque s'ouvrira vers le 1er juillet 1873, au N° 71 de la rue du CAMP, entre le Commerce Place et la rue Poydras. 20juin—1f,9P

Au Public.

Nouvelle-Orléans, 21 juin 1873.

LA soussignée certifie qu'elle était porteur d'un quart du billet semblablement Nos 7—71—77, classe 145 de la loterie de l'Etat de la Louisiane—billet qui a gagné le gros lot de six mille piastres, lundi, 19 juin 1873. Le dit quart avait cotité vingt-cinq cents au bureau de C. G. Grivaïa, au coin des rues St-Philippe et Chartres. Le montant a été promptement payé sur présentation aux bureaux de la Compagnie.

MARY BACON.
Au coin des rues Derbigny et Dumaine.
22 juin—1f

CONFECTIONS et DENTELLE
A BON MARCHE.

ETANT sur le point de faire notre inventaire annuel, nous avons décidé la vente de nos

CHALES en DENTELLE,
POINTES de DENTELLE,
SACS en DENTELLE,
ROTONDES,
PÉLERINES,
MARIE-ANTOINETTE,
Etc., Etc.,

A 50 pour cent au-dessous de prix ordinaire.

C'est une splendide occasion.

THEO. DANZIGER & SON,
No. 903, rue du Canal.
21juin—1f PP

GRANDE LIQUIDATION
—EN—
MARCHANDISES SÈCHES
Pour cause de Déménagement
—PAR—
F. G. & C. W. BARRIERE,
133.....RUE DU CANAL.....133

A partir de lundi, 23 courant, nous offrirons TOUTES NOS MARCHANDISES à des prix excessivement réduits afin d'en opérer le prompt écoulement, étant obligés de quitter le magasin que nous occupons.

Nous engageons nos amis et le public à venir examiner notre stock et s'assurer que notre annonce est sérieuse.

F. G. & C. W. BARRIERE.
22 juin—M-J-D,MJ

Liquidation! Liquidation!
POUR CAUSE DE CHANGEMENT D'AFFAIRES.

J. TURCOTTE
158.....RUE DU CANAL.....158
MAISON BLANCHE, épicerie Suisse.

Désirant me retirer des affaires de détail afin de devenir seul mon temps à la MAISON DE GROS dans laquelle je suis associé, je vendrai à partir de Lundi 23 juin tout mon stock de MARCHANDISES SÈCHES DE DÉTAIL, sans égard aux prix contants, afin d'effectuer une liquidation complète

DANS LE PLUS BREF DÉLAI.

Toute personne ayant besoin de Marchandises Sèches feront bien de s'adresser immédiatement

AU No 158 CANAL,

où elles trouveront un immense stock de marchandises variées à 20 pour cent au dessous du prix des autres magasins.

J. TURCOTTE.
158, rue du Canal.
20 juin—D Mar J—1m PP

Chemises à Meilleur Marché que Jamais.

Lingerie d'Hommes à très bas prix, au magasin de

S. H. MOODY,
Coin des RUE CANAL ET ROYALE.

Lingerie de luxe, de dames, bonneterie et articles de fantaisie à très bas prix, au magasin de S. H. MOODY, coin des rues Canal et Royale.

Ce mag